

Impact de la crise sur le budget des familles Avril 2021

Résultats du baromètre mensuel du réseau Unaf/Udaf

L'Unaf réalise un **baromètre de la situation budgétaire des familles** en interrogeant chaque mois les services d'accompagnement budgétaire des Udaf (Points conseil budget, microcrédit, ASLL, AEB, etc.).

Ce baromètre a pour objectif d'y voir plus clair sur les impacts négatifs de la crise sur le budget et le malendettement des familles alors même que les signaux sont aujourd'hui dissonants : le niveau d'épargne est à un niveau très élevé, le dépôt de dossiers de surendettement a chuté en 2020 et ne connaît pas de rebond en 2021, pendant que les files s'allongent aux distributions alimentaires.

Méthodologie

L'enquête a été réalisée par internet entre le 24 avril et le 8 mai 2021. **23 services d'accompagnement budgétaire** du réseau des Udaf ont répondu.

Modalités d'accompagnement en avril 2021

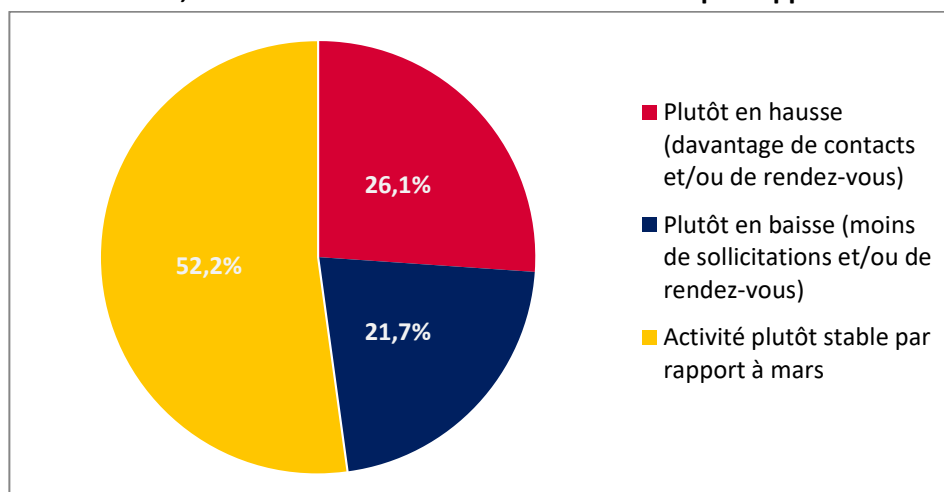
En mars, avant l'annonce du 3^{ème} confinement national, **86 % des services déclaraient être revenus à la normale dans les modalités d'accompagnement** (soit essentiellement des rendez-vous physiques).

En avril, **2/3 des services répondants ont gardé un fonctionnement « normal »**.

Evolution du volume d'activités en avril 2021

Au mois d'avril, seul un quart des services répondants indique une hausse des sollicitations. La majeure partie observe plutôt une stabilité des demandes. La tendance haussière ralentit donc par rapport aux mois précédents.

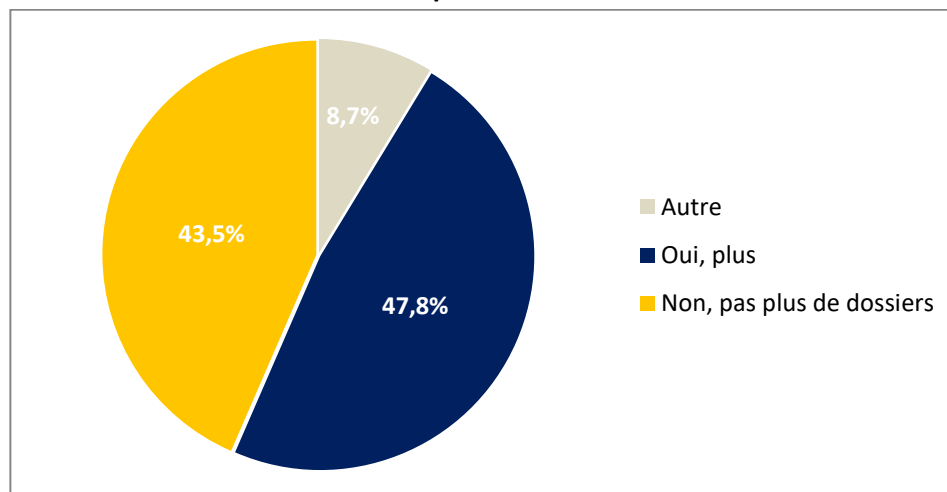
Globalement, comment a évolué votre activité en mars par rapport à mars ?



Dossiers de surendettement

Un peu moins de la moitié des répondants dit être amenée à monter plus de dossiers du surendettement, cependant les signaux ne semblent pas encore alarmants en la matière.

Etes-vous amenés à monter plus de dossiers de surendettement ?



Publics fragilisés par la crise

Conséquences de la crise sanitaire

Plus de la moitié des répondants indiquent recevoir des personnes qui ont été directement touchées par l'épidémie (décès du conjoint) ou qui ont été touchées par ses conséquences économiques (perte d'emploi, pas de reprise d'activité pour les CDD ou les intérimaires, baisse de revenus avec la mise au chômage partiel). Cette question sera approfondie dans les prochains baromètres.

Evolution des publics reçus

Les mois précédents, on observait globalement que les **actifs en emploi** étaient venus grossir les rangs des personnes en difficultés budgétaires. En avril, les Udaf confirmaient que **les travailleurs salariés en contrat court sont de grands perdants de la crise**, comme les demandeurs d'emploi.

Diriez-vous que, par rapport aux mois précédents, vous recevez davantage, autant, ou moins de personnes issues des publics suivants :

	davantage	autant	moins	ne sait pas
jeunes (étudiants, apprentis, jeunes sans qualification ni emploi...)	2	6	6	9
travailleurs salariés en contrat court (intérimaires, CDD...)	9	11	1	2
travailleurs salariés en contrat long (CDI)	2	17	2	2
travailleurs non salariés	1	8	5	9
bénéficiaires des minima sociaux	4	9	6	4
familles nombreuses	2	8	4	9
familles monoparentales	3	16	1	3
demandeurs d'emploi	7	12	1	3
retraités	4	11	3	5
personnes handicapées	3	7	3	10

Difficultés émergentes

En janvier, les impayés de loyer et d'énergie semblaient être la problématique grandissante, juste avant les impayés de crédits. En février, les impayés de loyer étaient la difficulté majeure observée dans les dossiers des personnes accompagnées.

En mars, les privations liées à la contrainte budgétaire (alimentation, chauffage, etc.) sont davantage observées par rapport aux mois précédents, tout comme les impayés de crédits ainsi que – fait nouveau – le recours à des crédits, y compris découvert bancaire, pour équilibrer le budget courant.

Au mois d'avril, ce sont les impayés de charges courantes (loyer, énergie) qui semblent être la demande première et grandissante.

Diriez-vous que les difficultés suivantes sont davantage, autant ou moins fréquentes dans les situations que vous observez ?

	davantage	autant	moins	ne sait pas
frais d'incidents bancaires	7	10	2	4
fichage bancaire	6	10	3	4
impayés de loyer	11	11	0	1
impayés de crédits (consommation, immobilier)	8	11	3	1
impayés d'énergie	10	10	1	2
privations liées à la contrainte budgétaire (alimentation, chauffage...)	6	13	1	3
désépargne massive	2	9	2	10
recours à des crédits (dont découverts) pour équilibrer le budget courant	4	13	3	3
procédure de saisie (sur compte bancaire, sur salaire...)	6	13	0	4